



Direction  
territoriale  
Nord - Pas-de-  
Calais

SDVE  
GDPI  
Pôle régional  
immobilier

SEE	A	I	P
LDresse			
S. Menaceur			
Police de l'eau	X		
BCC			
PPPP			
MSEN			
OSPEAC			
A. Attribution			
I. Information			
P. Participation			

Courrier arrivé

02 AOUT 2016

DDTM du Nord / SEE

Lille, le 28 JUIL. 2016

DDTM du Nord  
Service Eau Environnement  
Unité police de l'eau  
A l'attention de M BONIFACE Astrid  
62, boulevard Belfort  
BP 289  
59019 LILLE CEDEX

LR/AR : 1A 127 872 0427 4

Objet : déclaration de piézomètres  
N/Réf : EG/16/119  
PJ : 1 dossier en trois exemplaires  
Affaire suivie par : Emmanuelle Guilloineau  
Tél : 03 20 15 58 75 Fax : 03 20 15 49 71

Mail : emmanuelle.guilloineau@vnf.fr

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, trois exemplaires d'un dossier de déclaration de piézomètres pour la commune de Waziers.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de ma considération distinguée.

Le Chef du service développement de la voie  
d'eau,

  
Guy ARZUL.

SPE 59 / REÇU LE

- 3 AOUT 2016

N° 

37 rue du Plat - BP 725 - 59034 LILLE Cedex  
T. +33 (0)3 20 15 49 70 F. +33 (0)3 20 15 49 71 www.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,  
article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 791  
SIRET 130 017 791 00026, Compte bancaire : Agent comptable de VNF, ouvert à la DRFIP Nord Pas-de-Calais et du Nord  
n° 10071 59000 00001004016 82, IBAN FR76 1007 1590 0000 0010 0401 682, BIC n°TRPUFRP1



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
L'IMPLANTATION DE PIEZOMETRES DANS LE CADRE DU PROJET D'EXTENSION DU  
CENTRE DE MAINTENANCE ET D'INTERVENTIONS ET INTEGRATION DU CENTRE DE  
TELECONDUITE ET DE CONSTRUCTION DE L'UNITE TERRITORIALE D'ITINERAIRE  
DEULE SCARPE (BÂTIMENT DE BUREAUX)  
COMMUNE DE WAZIERS

DOSSIER N° 59-2016-00095  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Le préfet du NORD  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Officier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Scarpe aval, approuvé le 12/03/2019 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 02 août 2016, présenté par VNF - DR 59/62, enregistré sous le n° 59-2016-00095 et relatif à : L'IMPLANTATION DE PIEZOMETRES DANS LE CADRE DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE MAINTENANCE ET D'INTERVENTIONS ET INTEGRATION DU CENTRE DE TELECONDUITE ET DE CONSTRUCTION DE L'UNITE TERRITORIALE D'ITINERAIRE DEULE SCARPE (bâtiment de bureaux) SUR LA COMMUNE DE WAZIERS ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

VNF - DR 59/62  
37 RUE DU PLAT  
BP 725  
59034 LILLE CEDEX

concernant :

**L'IMPLANTATION DE PIEZOMETRES DANS LE CADRE DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE  
MAINTENANCE ET D'INTERVENTIONS ET INTEGRATION DU CENTRE DE TELECONDUITE ET DE  
CONSTRUCTION DE L'UNITE TERRITORIALE D'ITINERAIRE DEULE SCARPE (BÂTIMENT DE  
BUREAUX)**

dont la réalisation est prévue dans la commune de WAZIERS.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 02 octobre 2016**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de WAZIERS où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ALILLE, le

11 AOÛT 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Adjointe à la Responsable du Service  
Eau Environnement,



Sylvie MENACEUR

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

1405/RE

Monsieur le Directeur  
de Voies Navigables de France  
Direction Territoriale de Lille  
37, rue du Plat  
BP 725

59034 LILLE cédex

Lille, le 17 OCT. 2016

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**« l'implantation de piézomètres dans le cadre du projet d'extension du Centre de Maintenance et d'interventions et intégration du Centre de Téléconduite et de construction de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Deûle-Scarpe (bâtiment de bureaux) sur la commune de Waziers »,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 11/08/2016, je vous confirme que vous bénéficiez d'un accord tacite.

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 02/08/2016.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier seront adressés à la mairie de Waziers pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

.../...

La cellule Police de l'Eau en charge de ce dossier, enregistré sous le n°59-2016-00095, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (téléphone : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Chef du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à : Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

**DOCUMENT A RETOURNER IMPERATIVEMENT**

**IMPLANTATION DE PIEZOMETRES  
DANS LE CADRE DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE  
MAINTENANCE ET D'INTERVENTIONS ET INTEGRATION DU CENTRE  
DE TELECONDUITE ET DE CONSTRUCTION DE L'UNITE  
TERRITORIALE D'ITINERAIRE DEULE-SCARPE (bâtiment de bureaux)  
SUR LA COMMUNE DE WAZIERS  
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

**Dossier Loi sur l'Eau n°59-2016-00095**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux à la date du .....

*A retourner dûment complété à :*

⇒ DDTM du Nord

Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau

62, boulevard de Belfort

CS 90007

59042 LILLE CEDEX





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

1406/PE

Monsieur le Maire  
de la Commune de Waziers  
Place André Bordeu

59119 WAZIERS

Lille, le

17 OCT. 2016

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, en date du 02/08/2016, concernant l'opération suivante :

**« Implantation de piézomètres dans le cadre du projet d'extension du Centre de Maintenance et d'Interventions et intégration du Centre de Téléconduite et de construction de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Deûle-Scarpe (bâtiment de bureaux) sur la commune de Waziers »**

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la confirmation d'accord tacite de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

La Cellule Police de l'Eau en charge de ce dossier, enregistré sous le n°59-2016-00095, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (téléphone : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h30-12h30 - 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01  
62, boulevard de Belfort – CS 90007 59042 Lille cedex



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

*MJof/RE*

Monsieur le Président de la Commission Locale  
de l'Eau du SAGE SCARPE AVAL  
Parc Naturel Régional Scarpe Escaut  
Maison du Parc  
357, rue Notre Dame d'Amour

59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

Lille, le

17 OCT. 2016

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, sous ce pli, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, en date du 02/08/2016, ainsi que copie de la confirmation d'accord tacite de Monsieur le Préfet concernant l'opération suivante « **implantation de piézomètres dans le cadre du projet d'extension du Centre de Maintenance et d'Interventions et intégration du Centre de Téléconduite et de construction de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Deûle-Scarpe (bâtiment de bureaux) sur la commune de Waziers** », conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

La Cellule Police de l'Eau, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2016-00095, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 – 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 10  
62, boulevard de Belfort – CS 90007 - 59042 Lille cedex